

Carrière de gypse : « À ce stade, c'est encore de la science-fiction »

Yann Ditsch est le directeur des marchés pour le groupe Knauf en France. L'industriel allemand, qui n'avait pas prévu de s'exprimer sur le sujet, comprend l'émoi suscité par sa reprise de contacts avec les élus locaux. Il l'affirme haut et fort : aucun projet n'a été acté à ce jour. Explications.

→ Vos contacts avec l'Agence de développement des Hautes-Alpes et la communauté de communes Sisteronais-Buëch ont beaucoup fait parler. Quels sont vos projets ?

«À ce stade, il n'y a pas de projet à proprement parler. Il s'agit simplement d'une pré-étude. Rien n'a été acté dans le groupe, pas plus là qu'ailleurs.»

→ C'est-à-dire ?

«On se trouve actuellement dans un contexte où le marché de la construction est en forte croissance en Europe en général et en France en particulier. La demande de production de plaques de plâtres est en forte augmentation. Le groupe, au sens large du terme, étudie donc toutes les possibilités qui pourraient lui permettre de répondre à cette croissance. Il remet à jour tous les dossiers techniques qu'il a "dans ses cartons", dont celui de Bayons.»

→ Comprenez-vous l'émoi que l'ouverture d'une carrière suscite sur place ?

«Il y a toujours une part d'anxiété compréhensible dès lors qu'un projet de réindustrialisation d'un territoire en déficit de ce point de vue-là apparaît. En général, quelle que soit l'activité, les proches riverains ont toujours plein de questions, de doutes sur tout un tas de choses. Mais une fois de plus, on n'est pas



Yann Ditsch a rejoint Knauf en 2011. Photo DR/KNAUF

ici au stade du projet. Tant pour la carrière que pour l'unité de production. On en est au stade de la réouverture d'une pré-étude pour la mise à jour de données.»

« Ce qu'on peut déplorer, faute peut-être de prise de parole de notre part, c'est que cela ait pris une telle proportion »

→ N'y a-t-il pas eu, à partir du moment où les choses ont commencé à filtrer, un problème de communication ?

«Pour nous, cela relevait de travaux privés, confidentiels. En revanche, ce qu'on peut déplorer, faute peut-être de prise de parole de notre part, c'est que cela ait pris de telles proportions.»

→ Des élus, dont le maire de Bayons, ont été étonnés de ne pas avoir été mis au courant, estimant être tenus à l'écart.

«Je n'ai pas à rentrer dans cette polémique, si c'en est une. Ce n'est pas à nous de coordonner la communica-

tion entre les différentes instances que sont les communes, les communautés de communes, le Département, ou la Région. C'est de leur ressort, pas du nôtre.»

→ Votre pré-étude envisage d'emprunter la RD1 et la RD951, de Bayons à Nibles, en passant par Clamensane. On évoque aussi une cinquantaine d'emplois créés. Ce sont des éléments très précis, non ?

«Nous sommes obligés d'être précis parce que nos actionnaires, la famille Knauf, ceux qui décident et investissent, en ont besoin pour décider. Mais une fois de plus, il ne s'agit que de données techniques, qui n'ont rien à voir avec un projet acté ici. Et je suis loin d'être sûr, d'ailleurs, que si nous avions une implantation nouvelle à faire en France, Bayons et Le Poët constituent le meilleur des sites. Quant au nombre d'emplois évoqué, c'est parce que le type d'unité que le groupe cherche à monter – et une fois de plus on ne sait pas si ça sera au Pays-Bas, en Bel-

gique, en France, en Espagne, au Portugal, en Allemagne ou en Suisse –, ce sont des unités plus petites que celle que nous avons à Saint-Soupplets en Seine-et-Marne. Ces chiffres, par analogie, ne correspondent à rien d'autre de ce qu'on connaît de nos autres installations et exploitations dans le monde.»

« Aucun calendrier n'a été arrêté. Le groupe tranchera quand il aura les résultats de toutes les pré-études remises à jours, dans tous les pays d'Europe de l'Ouest »

→ Depuis l'achat de vos terrains à Bayons en 1995, l'Unesco Géoparc de Haute-Provence a été créé. Est-il compatible avec une carrière à ciel ouvert ?

«J'ai découvert l'existence de ce Géoparc à la lecture des différents articles qui sont parus. Si les terrains relèvent d'une classification tout à fait particulière, nous étudierons ce qu'elle permet ou pas. Si elle interdit toute industrialisation ou gestion de carrière, l'étude s'arrêtera là.»

→ Une présentation du dossier est-elle prévue en septembre auprès des élus concernés ?

Recueilli par Julien MALLET

LE CHIFFRE

4,25

C'est, selon un document officiel du ministère de l'Environnement daté du 27 avril 2016, le nombre de millions de tonnes de gypse extraites chaque année à destination des industries du plâtre (80 %), des cimenteries (15 %) et d'autres industries diverses (5 %) pour les engrais, le verre et la chimie. En France, les gisements exploitables sont estimés à 350 millions de tonnes, dont près de 70 % dans le bassin parisien. Mais la grande majorité de ces réserves ont été rendues inaccessibles par l'urbanisation et les grandes infrastructures.

DÉCRYPTAGE

1 | Le point de départ

Knauf a besoin de gypse pour ses usines et ressort ses vieux dossiers : il est l'heure d'exploiter les réserves foncières acquises en France. Le groupe contacte l'Agence de développement des Hautes-Alpes pour évoquer son ancien projet de carrière à Bayons et l'opportunité de créer une usine de plaques de plâtre dans le département.

2 | Première rencontre en mai 2018

Après un tour d'horizon des sites potentiels, l'agence haut-alpine contacte la communauté de communes Sisteronais-Buëch (CCSB) pour connaître son avis sur "la possibilité" d'implanter son usine sur "la totalité de la zone artisanale des Grandes Blâches, au Poët", détaille le relevé de décisions du bureau de la CCSB daté du 9 juillet. Une "rencontre de travail" est organisée le 3 mai entre Sébastien Cornu, responsable des ressources gypsifères de Knauf, Daniel Spagnou, président de la CCSB, les vice-présidents Gérard Tenoux, Jean-Pierre Templier et Jean-Marie Trocchi, par ailleurs maire du Poët.

3 | Les deux parties s'engagent

Plusieurs points sont actés lors de la rencontre. La communauté de communes s'engage "à fournir toutes les informations nécessaires à Knauf" et faciliter le contact avec le Département des Alpes-de-Haute-Provence "au sujet des routes et des aménagements nécessaires". Le deuxième est le gel des ventes des terrains encore disponibles aux Grandes Blâches "en prévision" de cette installation, qui comprend la création "d'un centre de formation". De son côté, le groupe allemand s'engage à rendre "une décision définitive au début de l'hiver".

4 | Des failles dans le secret

Tout doit rester secret. Au moins jusqu'à début septembre. Le négociateur de Knauf doit alors venir officiellement présenter le projet aux élus du bureau et aux maires des communes. Mais les nouvelles vont vite et la réapparition de ce vieux serpent de mer ne fait pas que des heureux, malgré la promesse de 80 emplois directs (usine de production et carrière comprises) et 50 autres indirects. Inquiets de voir débouler des camions à leurs portes, les riverains montent au créneau. Et certains élus, pas dans la confiance, s'inquiètent de l'avenir de leurs communes.

5 | La tension monte

Contactés fin juillet, Daniel Spagnou et Gérard Tenoux refusent de s'exprimer. Contrairement à Marc Linares, président de l'Association intercommunale pour la défense de l'environnement (Aide), née avec le premier projet de 1995. Le débat arrive sur la place publique. Le mystère qui entoure ce projet agace le maire de Bayons Patrick Auriault, qui se sent mis à l'écart. Il profite du conseil communautaire du 30 juillet pour interpellier Gérard Tenoux. Au même moment, Aide réunit plus de 120 personnes à la salle des sports de Turriers. Tous se fixent rendez-vous à la rentrée.

Un projet qui s'étalait sur 230 hectares en 1998

Un rapport, rédigé pour l'ancien Sivom Pays de La Motte Turriers, livre les détails du premier projet de 1998, d'après les informations du groupe Knauf.

Pour produire plus de plaques de plâtre, l'industriel souhaitait un site d'approvisionnement du sud-est de la France à proximité de foncier qu'elle pouvait acheter. Les Alpes du Sud, riches en gisements, présentaient ces avantages, en particulier à Bayons, où le gypse est d'une pureté de 78 à 86 %, faisant de la nappe de Digne, dont relève le col des Sagnes, un gisement très convoité des carriers : un énorme amas de 200 à 300 m d'épaisseur sur environ 500 ha. La surface des terrains nécessaires au projet était d'environ 230 ha : 198 à Bayons et 32 à Turriers.

Knauf propose en 1993 à Bayons l'achat de ses terrains (130 ha), la commune préférant un contrat de forage (location de terrains avec versement d'une redevance). Mais deux associa-

tions environnementales poussent les élus à temporiser. Les négociations s'arrêtent.

"La circulation d'environ 50 poids lourds par jour"

L'exploitation se serait faite à ciel ouvert par des tirs de mines – deux par mois –, soit une extraction de 120 000 tonnes par an, selon les dirigeants de Knauf.

L'usine devait être construite à proximité, "car le transport de gypse grèverait énormément la rentabilité". Mais l'acheminement de plaques de plâtre vers le centre de distribution du groupe à Rousset (13) signifiait "la circulation d'environ 50 poids lourds/jour soit 100 passages A/R, d'où un camion toutes les 7 minutes". La desserte par le nord (Turriers, Bellaffaire, Gigors, D1 et D951 à la limite des Alpes-de-Haute-Provence) était privilégiée, pour éviter de passer par le sud (Bayons village, Le Forest, clu de Bayons, Clamensane), nécessitant de gros aménagements

routiers et acquisitions foncières... L'usine consistait en une unité de 400 m de long sur 65 m de large : une emprise au sol de 3 ha. La production estimée s'élevait à 12 millions de m² de plaques de plâtre par an, la plâtrière fonctionnant 24 h/24.

La consommation en eau totale était estimée à 280 m³/jour au débit de 12 m³/heure. Les sources du secteur et celles alimentant Bayons et Turriers étant insuffisantes, un prélèvement dans le Sasse, à Clamensane, était envisagé, mais le coût semblait dissuasif. L'énergie nécessaire à l'exploitation et aux concasseurs, mélangeur et autre broyeur s'élevait à 6,3 millions de kWh/an en électricité et 7 millions de m³ de gaz. Knauf envisageait une alimentation en gaz liquide par camions et stockage sur site.

Au total et hors énergie, le projet était estimé à 250 millions de francs (en 1998), soit entre 38 et 50 millions d'euros aujourd'hui.